

01.06.2022

## **Journée mondiale du lait : se tourner vers l'avenir**

### **Quelle est notre ambition pour l'UE en tant que citoyens et producteurs, et comment la réaliser ?**

(Bruxelles, le 1er juin 2022) L'Union européenne est bien plus qu'un groupe rassemblant 27 États. Il s'agit d'une union dotée de nombreux atouts et d'un énorme potentiel, peuplée de personnes qui disposent de capacités infinies et d'un savoir considérable. L'UE est une œuvre dont les citoyennes et citoyens, mais aussi les responsables politiques peuvent être fiers, à de nombreux égards.

À l'occasion de la Journée mondiale du lait, nous, les agriculteurs et agricultrices, aimerions nous tourner vers l'avenir, pour déterminer comment cet ensemble de savoir, d'atouts et de potentiel peut être utilisé pour faire face aux défis complexes auxquels nous sommes aussi confrontés. Nous voulons détailler ce dont nous avons besoin au sein de l'UE pour que l'agriculture de demain soit forte, fiable, équitable et pérenne.

1. Les citoyennes et citoyens ont besoin d'une production suffisante de denrées alimentaires – une production de l'UE largement indépendante des crises internationales

Pour éviter les rayons vides et garantir un approvisionnement sûr, il faut une structure stable au sein de l'UE, permettant de produire suffisamment de nourriture. Pour produire des denrées alimentaires, il faut des productrices et producteurs. Aujourd'hui, de plus en plus de personnes quittent le secteur agricole, ce qui déstabilise la structure de production et menace la sécurité alimentaire de l'UE. Une question cruciale se pose : comment mettre un terme à cette diminution et même motiver des jeunes à revenir dans les secteurs de l'agriculture et de la production de denrées alimentaires ? Les points suivants devraient être réalisés à cette fin :

- Les coûts de production, qui ont énormément augmenté, doivent être couverts par les transformateurs et la distribution.

Les producteurs agricoles font actuellement face à une explosion de leurs coûts. Le secteur du lait n'est pas le seul concerné ; en particulier, les prix de l'énergie, du fourrage, mais aussi des engrais nécessaires ont tellement augmenté que les coûts de production des aliments ont grimpé en flèche. Les producteurs individuels peuvent-ils assumer cette explosion des coûts ? Non, c'est impossible. Les coûts doivent être répercutés, de sorte que les montants versés aux productrices et producteurs par les transformateurs et la distribution précisément reflètent l'augmentation. Pour cela, la Commission européenne devrait mettre à disposition une liste des coûts constamment actualisée, afin de garantir la transparence du marché.

- Il faut passer d'une sous-couverture chronique des coûts à une couverture permanente des coûts.

Même sans la guerre en Ukraine et sans la pandémie de coronavirus, le secteur du lait est caractérisé par **une sous-couverture des coûts**. Le revenu des agriculteurs et agricultrices a ainsi plongé à un niveau tellement bas qu'ils sont très mal rémunérés pour les heures de travail investies. Comme le montre l'analyse des coûts qui paraîtra sous peu, en Allemagne, il ne restait qu'un revenu de 6,10 euros par heure aux agriculteurs et agricultrices en 2021. En France, ils disposaient d'un maigre montant de 3,09 euros et au Danemark et aux Pays-Bas, ils n'avaient même pas la possibilité de se rémunérer pour les heures de travail effectuées. En moyenne, le revenu dans l'UE s'élevait à 4,19 euros par heure.

L'agriculture de demain doit aller de pair avec une rémunération durable et adéquate des producteurs et productrices. Avec **Le lait équitable**, les producteurs et productrices de différents pays montrent clairement qu'il est réaliste et possible d'obtenir des prix équitables. Leur fort engagement et leur savoir-faire leur permettent de servir d'exemple à l'ensemble du secteur. Mais il faut à présent suivre cet exemple, de sorte qu'un revenu adéquat soit la règle, et plus l'exception. Pour cela, les prix versés aux producteurs et productrices doivent globalement augmenter. Les jeunes pourront alors à nouveau envisager de se lancer dans l'agriculture, offrant à l'UE les moyens pour produire suffisamment de nourriture dans ses propres pays et régions.

Des contrats équitables entre les producteurs et productrices et les transformateurs peuvent garantir que, à l'avenir, les prix payés aux producteurs correspondent aux coûts de production. Une clause d'adaptation des prix pourrait, par exemple, faire en sorte de lier durablement les coûts et les prix. Le **guide pour les contrats** (en allemand), rédigé par le MEG Milch Board et l'EMB pour le secteur laitier allemand, reprend d'autres clauses qui pourraient figurer dans de tels contrats pour s'assurer

que les intérêts des producteurs et productrices soient effectivement pris en compte.

Les contrats équitables ne se créent toutefois pas seuls. Pour qu'ils se multiplient, il est crucial qu'une majorité des productrices et des producteurs soit à l'avenir représentée par des organisations de producteurs durant les négociations avec les transformateurs. Aujourd'hui, ce n'est pas encore suffisamment le cas. Pour changer cela, il faudrait tout d'abord que l'appartenance des producteurs et productrices à de telles organisations soit fortement encouragée par les pouvoirs politiques. D'autre part, les possibilités de se faire représenter par des organisations de producteurs doivent encore être largement développées. Les membres des coopératives, qui ne peuvent jusqu'à présent pas être représentés ensemble par des organisations de producteurs, devraient pouvoir devenir des membres réguliers de ces organisations.

Si des contrats équitables devenaient effectivement la norme, le revenu de demain pourrait atteindre un niveau permettant aux agriculteurs et agricultrices et à leurs familles de gagner convenablement leur vie et ainsi motiver des jeunes à faire le choix de se lancer dans le secteur agricole.

## 2. Les citoyens et citoyennes de l'UE ont besoin de denrées alimentaires saines et sûres

Disposer d'aliments sains et sûrs pour nous et pour nos enfants doit aussi être une priorité à l'avenir. Cela signifie que les normes en vigueur au sein de l'UE doivent également s'appliquer aux denrées alimentaires importées. Pour ce faire, il est possible et nécessaire de passer par des clauses miroir. Elles pourraient, par exemple, garantir que les produits qui ont été traités avec des substances interdites au sein de l'UE ou dont la production ne respecte pas les normes de bien-être animal ne soient pas importés au sein de l'UE. En outre, il faudrait instaurer des contrôles extrêmement fiables et des sanctions pour assurer le respect de ces interdictions. L'UE pourra ainsi assurer que les aliments provenant de pays tiers ne sont pas néfastes pour la santé.

## 3. Les crises doivent être sensiblement réduites au sein de l'UE

Il est impossible de prévoir et d'éviter absolument toutes les crises. Toutefois, en utilisant les instruments de crise adéquats, on peut en prévenir bien plus que ce que nous faisons aujourd'hui. La crise actuelle diffère de tous les gros chocs précédents, et elle pousse de nombreux producteurs à cesser leur activité. C'est la raison pour laquelle les prix payés aux producteurs doivent IMMÉDIATEMENT être adaptés aux coûts de production : aucune vente de lait à un prix inférieur aux coûts de production et ajout de clauses d'adaptation dans les contrats pour permettre d'effectuer ultérieurement les adaptations nécessaires !

Par le passé, des périodes de surproduction provoquaient également de graves chutes des prix. Ces situations peuvent être évitées grâce à des instruments de crise tels que le Programme de responsabilisation face au marché, qui incite à réduire la production à court terme en cas de forte surproduction.

En évitant les crises et en les surmontant correctement, les producteurs et productrices peuvent tous rester en activité, ce qui permet à l'UE de disposer de suffisamment de personnes pour produire les quantités nécessaires à sa population.

Les agriculteurs et agricultrices de l'European Milk Board appellent les responsables politiques, les transformateurs et la distribution à agir avec eux sur la base des points et des corrélations ci-dessus pour que l'agriculture de demain soit durable d'un point de vue social, économique et écologique.

### Contacts :

Sieta van Keimpema – présidente de l'EMB (NL, EN, DE) : +31 (0)612 16 80 00

Kjartan Poulsen – vice-président de l'EMB (EN, DK, DE) : +45 (0)212 888 99

Silvia Däberitz – directrice de l'EMB (FR, DE, EN) : +32 (0)2 808 1936

Vanessa Langer – contact presse de l'EMB (FR, EN, DE) : +32 (0)484 53 35 12